

COMMUNE DE POCÉ-LES-BOIS

Département d'Ille-et-Vilaine

Date de mise en ligne : 23/12/2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 2024

Affaire n°67-A-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **dix-sept décembre** à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de POCÉ-LES-BOIS, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Frédéric MARTIN, Maire.

Date de la convocation : le 11 décembre 2024

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents : 10

Nombre de votants : 12

Étaient présent(e)s : M Frédéric MARTIN (Maire) - Mme Christine HAIGRON (1^{ère} Adjointe) – M David BERTIER (2^{ème} Adjoint) - Mme Nadine BRARD (3^{ème} Adjointe) - M Jean-François BORDAIS (4^{ème} Adjoint) - Mme Danielle DROUYER – M Raboana RANAIVO - M Christian BELLIER – Mme Fabienne FROMONT – Mme Aurélie HAILLOT.

Étaient absent(e)s et excusé(e)s : Mme Dorothée du PONTAVICE – M Thierry MONTENAT - M Kévin BEAUGRAND - M Albéric JOHANET.

Pouvoirs : Mme Dorothée du PONTAVICE à M Jean-François BORDAIS - M Thierry MONTENAT à M Frédéric MARTIN.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL - Création d'un poste d'adjoint technique territorial, d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe et d'agent de maîtrise

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Enfin, les suppressions d'emplois et/ou les modifications excédant 10 % du nombre d'heures de service hebdomadaire et/ou ayant pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la CNRACL, sont soumises à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3-3 5°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le budget principal adopté par délibération n°19-2024 du 28 mars 2024,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n°63-2018 adoptée le 4 octobre 2018 mise à jour par une délibération n°44-A-2021 adoptée le 30 septembre 2021,

Considérant la nécessité de créer un emploi permanent compte tenu du départ prochain du responsable du service technique de la commune, suite à sa demande de mutation auprès d'une autre collectivité et considérant les besoins du service technique, il apparaît nécessaire de prévoir son remplacement,

En conséquence, le Maire propose la création d'un emploi permanent de catégorie C, à temps complet (35/35ème) pour exercer les fonctions de Responsable du service technique à compter du 1^{er} mars 2025.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique, aux grades suivants :

- adjoint technique territorial,
- adjoint technique principal de 2ème classe,
- adjoint technique principal de 1ère classe
- agent de maîtrise.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C, dans les conditions fixées par l'article L. 332-8 2° ou L. 332-14 du Code général de la fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur de l'entretien des espaces verts. Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement et sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le régime instauré par la délibération n°63-2018 du 24 octobre 2018 mise à jour par une délibération n°44-A-2021 du 30 septembre 2021 est applicable.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **ADOpte** la proposition du Maire ci-dessus ;
- **DÉCIDE** de modifier le tableau des emplois tel qu'annexé à la présente ;
- **PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération et aux charges de l'agent qui sera nommé seront inscrits au budget ;
- **AUTORISE** le Maire à procéder aux déclarations de vacance du poste auprès du CDG 35 et sur le site emploi-territorial.fr et à prendre les dispositions relatives au recrutement ;
- **INFORME** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré à Pocé-les-Bois, le 17 décembre 2024.

Pour extrait conforme,

Le Maire,
Frédéric MARTIN



Le Secrétaire de séance,
Christine HAIGRON

